

POLÉMIQUE Dans un pamphlet sans nuances, Pierre Péan dénonce le « mauvais procès » fait à la France pour son attitude au Rwanda

Un livre réécrit l'histoire du génocide rwandais



Opération Turquoise, en 1994 : l'armée française devait former une zone humanitaire sûre dans le sud-ouest du Rwanda.

Les ouvrages de Pierre Péan font toujours du bruit, et celui qu'il consacre au Rwanda ne fait pas exception. *L'enquêteur écrivain* procède, par un effet de miroir, au démontage systématique de tout ce qu'il appelle l'*« histoire officielle »*. Il revisite certains faits méritant enquête, comme l'attentat qui coûta la mort aux présidents rwandais et burundais ou les crimes commis par le Front patriotique rwandais (FPR), mais surtout, et c'est là que le bât blesse, une majorité de faits avérés, dont le génocide lui-même. Dès le préambule, le lecteur découvrira par exemple au détour d'une phrase que « le nombre de Hutus assassinés par les policiers et les militaires » du FPR « est bien supérieur à celui des Tutsis tués par les miliciens et les militaires gouvernementaux » : « 280 000 » tout au plus, et non 800 000 comme l'affirme l'ONU. Sur quoi s'appuie cette affirmation à l'emporte-pièce ? Sur un témoignage anonyme, lui-même rapporté par un témoin sujet à caution (p. 277).

« La culture du mensonge et de la dissimulation domine toutes les autres chez les Tutsis et, dans une moindre part, par imprégnation, chez les Hutus. » C'est à l'aune du sens de la nuance recelée par cette phrase que Pierre Péan donne sa version du drame rwandais et de

ses racines. Non en enquêtant sur le terrain, non en donnant la parole à des analyses et à des témoignages divergents, mais uniquement en s'attaquant violemment à ce qu'il appelle le « cabinet noir » du FPR de Paul Kagame, aujourd'hui au pouvoir au Rwanda. Un cabinet bien rempli, formé des journalistes ayant couvert le génocide, à l'exception du seul qui défende les mêmes thèses que l'auteur, et plus globalement de ceux qui ont osé

Le retournement de l'« histoire officielle » ne serait pas parfait si le camp des génocidaires n'était pas lavé de tout soupçon.

affirmer que le rôle de la France avant et pendant le génocide n'avait pas été dénué d'ambiguïtés et de fautes. Sur ce point, il faut noter que les conclusions de la mission parlementaire d'information sur le Rwanda (1998) qui, malgré des man-

ques criants, avait étayé certains de ces errements, sont ignorées comme l'est un autre rapport de référence, « *Aucun témoin ne doit survivre* », cosigné par Human Rights Watch et la FIDH. L'auteur néglige tout ce qui pourrait aller à l'encontre de sa thèse, mais prend pour argent comptant les plus improbables « messages secrets » du FPR censément captés par les Forces armées rwandaises (FAR) ou le témoignage d'un indi-

vidu, Abdul Ruzibiza, publié par ailleurs. Le retournement de l'*« histoire officielle »* ne serait pas parfait si le camp des génocidaires n'était pas lavé de tout soupçon, voire glorifié. Pierre Péan réussit ce tour de force, au prix d'une révision de l'histoire rwandaise puisée aux sources les plus partiales et d'une impasse totale sur tous les faits démontrant la préparation minutieuse du génocide, qui passa notamment par la formation des milices de tueurs Interahamwes et l'achat massif de machettes. « Pour comprendre la stratégie rwandaise, écrit l'auteur, il faut constamment avoir en tête les frustrations, la colère et l'amertume des responsables d'un régime constamment méprisé, humilié par la communauté internationale. » Exploitant des archives de l'Élysée et du ministère des affaires étrangères, Péan s'emploie à démontrer la tiédeur de Paris à soutenir ce régime si injustement accusé.

Les erreurs involontaires passent au second plan, mais on ne résistera pas au devoir de signaler à l'auteur que l'ancien président Bizimungu, s'il est prénommé Pasteur, n'est en rien ministre du culte protestant. Plus sérieusement, on rappellera à celui qui enquête à distance, officiellement par crainte d'*« être contraint de serrer la main »* ou même de parler à l'une des nombreuses victimes de lynchage de ce livre, que les journalistes qui enquêtèrent sur le moment ne furent en rien « encadrés » par le FPR ou par quiconque.

Et c'est bien le problème de fond qui justifia sans doute l'écriture de ce livre. Beaucoup, à l'image de Patrick de Saint-Exupéry dans son ouvrage *L'Inavouable* (Les Arènes, 1994), ont témoigné de ce qu'ils ont vu. La précision de leurs accusations, la qualité des responsables désignés appelait immanquablement une riposte, mais celle-ci, incarnée par l'ouvrage de Péan, tombe à plat, victime de ses outrances. L'histoire des crimes commis par le FPR, l'histoire du génocide et celle de l'implication française dans ses prémices restent à écrire.

LAURENT D'ERSU

Noires fureurs, blancs menteurs, de Pierre Péan, Mille et une nuits, 544 p., 22 €. Rwanda, l'histoire secrète, d'Abdul Joshua Ruzibiza, Panama, 494 p., 22 €.

EN BREF

Le Mexique abolit la peine de mort

■ À la veille de la Journée mondiale des droits de l'homme, le Mexique a aboli la peine de mort. L'amendement de la Constitution abolissant la peine de mort avait été approuvé par le Parlement mexicain en juin et par la majorité des assemblées des provinces du pays depuis. Il a été publié au Journal officiel mexicain vendredi, faisant ainsi acte de loi. Le président mexicain Vicente Fox a qualifié cette journée d'*« historique »*, la peine de mort étant selon lui « une violation des droits de l'homme ». Si la peine capitale était toujours légale jusqu'à ce récent amendement, les autorités mexicaines n'ont plus exécuté de détenu depuis 1961 et refusent d'extrader des prisonniers risquant la peine de mort aux États-Unis.

L'ex-chancelier Schröder dans le monde des affaires

■ Trois semaines après avoir cédé la place à Angela Merkel, l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder s'est déjà trouvé une multitude de nouvelles activités dans le monde des affaires, loin a priori du monde politique et de ses vicissitudes. L'une d'entre elles a provoqué la surprise. Le patron du géant gazier russe Gazprom, Alexei Miller, a annoncé vendredi que l'ancien responsable social-démocrate allemand, âgé de 61 ans, allait présider le comité d'actionnaires du consortium chargé du projet de gazoduc nord-européen, lancé vendredi dans le nord-ouest de la Russie. L'intéressé, qui en tant que chancelier avait tout fait pour que ce gazoduc voie le jour, a fait confirmer sa nouvelle activité au sein de la North European Gas Pipeline Company.

Le ministre israélien de la défense rejoint le parti d'Ariel Sharon

■ Le ministre israélien de la défense, Shaoul Mofaz, a rejoint le parti Kadima du premier ministre Ariel Sharon après avoir renoncé à briguer la direction du Likoud, a affirmé hier la radio militaire israélienne. Il est considéré comme l'un des alliés du premier ministre et a supervisé son plan de retrait de la bande de Gaza achevé en septembre. Ce ralliement porte à sept le nombre des ministres qui ont rejoint le nouveau parti du chef du gouvernement et laisse l'ancien premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre des affaires étrangères Sylvan Shalom seuls prétendants sérieux à la direction du Likoud. Un sondage accordait vendredi 39 sièges au Kadima, contre 13 pour le Likoud, à 109 jours des législatives.

Le projet de TGV Lyon-Turin retardé

■ Après plusieurs manifestations ces derniers jours en Italie contre le projet de TGV Lyon-Turin, le gouvernement italien a promis samedi d'attendre la remise d'un rapport sur l'impact sanitaire et environnemental du projet dans la vallée alpine de Suse avant de lancer les travaux. Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, avait pourtant assuré cette semaine que le calendrier des travaux de la ligne à grande vitesse entre la France et l'Italie serait maintenu. Des défenseurs de l'environnement et des habitants de la vallée de Suse tentaient depuis des semaines d'empêcher le début des travaux de percement d'un tunnel ferroviaire sous les Alpes en vue de cette liaison TGV.

► **CROATIE. Manifestation en faveur de Gotovina.** Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier en Croatie leur soutien au général Ante Gotovina. Arrêté mercredi en Espagne, ce dernier était en fuite depuis son inculpation à la mi-2001 par le Tribunal pénal international (TPI) de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis contre des Serbes de Croatie. Il est arrivé samedi à La Haye. Il devait comparaître aujourd'hui devant le tribunal pour dire s'il plaiderait coupable ou non.

► **GRANDE-BRETAGNE. Les conservateurs britanniques en tête dans les sondages.** Revigorés après le choix de leur nouveau leader David Cameron, 39 ans, les Tories ont dépassé, pour la première fois depuis treize ans qu'ils sont dans l'opposition le Parti travailliste du premier ministre Tony Blair. Selon un premier sondage YouGov pour le *Sunday Times*, et un autre ICM diffusé par le *Sunday Times*, les conservateurs sont crédités de 37 %, contre 36 % et 35 % aux travaillistes.

► **ÉGYPTE. Faible participation aux élections législatives.** 26 % seulement de électeurs inscrits se sont rendus aux urnes lors de l'ensemble des élections législatives égyptiennes, selon les chiffres officiels annoncés samedi par le gouvernement. Ces élections en trois phases, qui ont démarré le 9 novembre pour s'achever mercredi dernier, avec une nette percée des Frères musulmans, ont été marquées par des violences qui ont fait au moins 10 morts.

► **TANZANIE. Dix candidats et un grand favori à la présidentielle.** Dix candidats, dont pour la première fois une femme, se présentent à l'élection présidentielle mercredi en Tanzanie. Le ministre des affaires étrangères Jakaya Kikwete, candidat du parti au pouvoir, est le grand favori à la succession de Benjamin Mkapa, au pouvoir pendant dix ans. La Constitution tanzanienne interdit plus de deux mandats consécutifs de cinq ans.

► **HAÏTI. Un prêtre missionnaire tchèque libéré.** Roman Musil, missionnaire catholique tchèque enlevé récemment dans le nord-est d'Haïti, a recouvré la liberté, a annoncé samedi le chef de la diplomatie tchèque Cyril Svoboda. Ses ravisseurs avaient demandé une rançon de 50 000 dollars (40 000 €) qui n'a pas été payée. Un autre missionnaire qui connaissait les ravisseurs a négocié avec eux la libération.

► **ÉTATS-UNIS. Décès à 89 ans de l'ancien sénateur démocrate Eugene McCarthy.** Fervent opposant à la guerre du Vietnam, Eugene McCarthy avait été un des adversaires du président Lyndon Johnson lors des primaires en 1968. McCarthy, par son opposition à la guerre du Vietnam, avait largement contribué à la non-réélection de Lyndon Johnson, qui défendait la poursuite de l'engagement américain en Indochine.

Les militaires français mis en accusation

■ La ministre française de la défense, Michèle Alliot-Marie, a jugé vendredi « inadmissible » d'accuser les militaires français d'avoir assisté passivement au Rwanda à des exactions lors du génocide de 1994. « Les choses qui leur sont reprochées sont la plupart du temps farfelues, a-t-elle déclaré sur France-Inter et i-Télé. Il faut rappeler que la France a été la seule à avoir le courage d'envoyer des militaires pour essayer d'arrêter le génocide, d'en limiter au maximum les effets. » Six Rwandais, cinq hommes et une femme, avaient porté plainte en février contre l'armée française « pour complicité de génocide », lors de l'opération militaro-humanitaire Turquoise (2 500 hommes) qui a duré de fin juin à fin août 1994. Ils ont accusé des militaires français d'avoir assisté passivement à des exactions et même d'avoir assassiné des réfugiés tutsis. L'armée française sous mandat de l'ONU avait été chargée de former une zone humanitaire sûre dans le sud-ouest du Rwanda. Ces six Rwandais ont maintenu leurs accusations les 22 et 23 novembre derniers à Kigali devant la juge du tribunal aux armées de Paris. L'absence d'investigations plus approfondies est « un déni total de justice », a commenté pour sa part M^e Antoine Comte, l'un de leurs avocats.